

## [Text]

no parliamentary responsibility whatsoever. I raise this question as something which should be dealt with by the committee, I believe reasonably soon, particularly in view of some of the issues which are current. I certainly hope the committee will address itself to the question. I think it would be a serious mistake if the position taken by the speaker for the Conservative Party, the member for Durham-Northumberland, were to prevail and there were to be no scrutiny whatsoever of the estimates of the security service, either in camera or otherwise.

**Mr. Lawrence:** Mr. Chairman, if that is a reflection on what I said, certainly the honourable member should know, if he does not, that in other Parliaments there has been the opportunity in open—not closed—open meetings of this committee to scrutinize the estimates and to have the director-general of the security service and the commissioner of the RCMP and others here to answer questions. By no means am I attempting to preclude any discussion along those lines.

**Hon. Robert P. Kaplan (Solicitor General):** Mr. Chairman, I am not a member of this committee, but I could perhaps make a helpful observation or two on the question of scrutiny of the Security Service. I do not think there ever has been a precedent of the estimates of the Security Service being disaggregated before this committee in open session or in camera. They are figures which are part of the estimates of the RCMP, so in a sense Parliament has not been asked to write a blank cheque for the operations of the security service, but the amount which is included within the operations of the RCMP has never been disaggregated and I do not propose to change that practice.

**Mr. Kilgour:** Mr. Chairman, very briefly, I do not think you were in the committee in the last Parliament, but I think, Mr. Lachance and Mr. Robinson, that was the only question the RCMP commissioner refused to answer. So surely we do not have to make too big an issue out of that one question, do we?

**Le président:** Comme nous avons avec nous le ministre, nous pourrions effectivement reparler de cette question-là au sous-comité du programme et de la procédure, puis y revenir plus tard. Il est déjà presque 16 h 00 et il ne faudrait pas prendre trop de temps pour en discuter maintenant.

M. Lachance propose que l'on adopte le rapport. D'accord?

Le rapport est adopté.

**Le président:** Maintenant, à l'ordre du jour, il y a le troisième point qui demande qu'avec le consentement du comité on puisse mettre en délibération tous les crédits, à savoir: 1, 5, 10, 15, 20 et 25 sous la rubrique Solliciteur général, qui se trouvent aux pages 28-4 à 28-6 du Livre bleu. On est d'accord?

Je vais maintenant vous présenter cet après-midi... Oui, monsieur Allmand.

**Mr. Allmand:** If I understand it, the motion was presented, but it was not approved.

In reading this document, my question is how many meetings are we going to have on those votes? Obviously you are

## [Translation]

l'absence totale de responsabilité parlementaire. Je soulève cette question, parce qu'il me semble que le Comité devra s'en occuper dès que possible, surtout en tenant compte de certaines des questions de l'heure. J'espère que le Comité se saisira de cette question. Ce serait une erreur grave si l'idée préconisée par le porte-parole du parti conservateur, le député de Durham-Northumberland, devait prévaloir et qu'aucune étude n'était faite des crédits du service de sécurité, à huis clos ou autrement.

**M. Lawrence:** Monsieur le président, si l'on entend par là préciser quels étaient mes propos, l'honorable député devrait bien savoir, s'il ne le sait déjà, que pendant d'autres législatures, on a eu l'occasion d'étudier, à des réunions normales, c'est-à-dire qui ne se tenaient pas à huis clos, d'étudier, dis-je, le budget et de demander au directeur général du service de sécurité et au commissaire de la GRC, et à d'autres, de répondre à nos questions. Je n'essaie absolument pas d'empêcher qu'ait lieu un tel débat.

**L'honorable Robert P. Kaplan (solliciteur général):** Monsieur le président, je ne suis pas membre de votre Comité, mais peut-être pourrais-je faire une ou deux observations intéressantes à propos de cette question de l'étude du budget du service de sécurité. Je ne crois pas qu'on ait jamais créé de précédent en dissociant l'étude du budget du service de sécurité de celle du budget général, soit pendant une réunion à huis clos, soit pendant une réunion normale. Ce sont là des chiffres qui font partie du budget de la GRC, et l'on n'exige donc pas du Parlement qu'il signe un blanc-seing pour le service de sécurité, mais le montant qui se trouve faire partie du budget de la GRC n'en a jamais été dissocié, et je n'entends pas changer cette procédure.

**M. Kilgour:** Monsieur le président, très brièvement, je ne crois pas que vous faisiez partie du présent Comité pendant la dernière session, mais il me semble, messieurs Lachance et Robinson, que ce fut là la seule question à laquelle le commissaire de la GRC a refusé de répondre. Il n'est certes pas nécessaire de monter cette question en épingle, n'est-ce pas?

**The Chairman:** As we have the minister with us we could effectively refer that question to the Subcommittee on Agenda and Procedure and get back to it later. It is almost 4.00 p.m. already and we should not use up too much time discussing it now.

Mr. Lachance moves that we adopt the report. Agreed?

The report is adopted.

**The Chairman:** Now, on the agenda, there is the third point to the effect that with the consent of the Committee all the votes will be open for discussion: 1, 5, 10, 15, 20 and 25 under the heading Solicitor General on pages 28-4 to 28-6 of the Blue Book. Agreed?

I will now introduce to you this afternoon... Yes, Mr. Allmand.

**M. Allmand:** Si j'ai bien compris, la motion a été proposée sans être adoptée.

En lisant ce document, je me demande combien de réunions nous allons consacrer à l'étude de ces crédits? Il est évident